

Christian Salmon: «François Hollande incarne la figure de l'insouverain»

Par [Nathalie Raulin](#) — 13 octobre 2014 à 19:16

Christian Salmon Chercheur au Centre de recherches sur les arts et le langage (Cral)

François Hollande, un président à bout de souffle ? Pour Christian Salmon, la crise dépasse l'homme, ses erreurs politiques et de communication. Dans *les Derniers Jours de la V^e République* paru lundi chez Fayard, le chercheur au Centre de recherches sur les arts et le langage, pointe, plus largement, l'archaïsme du régime présidentiel, en appelle à une Constituante pour rénover notre cadre démocratique et «relancer un récit commun».

De votre enquête au sein du pouvoir politique, vous êtes arrivé à la conclusion que la V^e République est à l'agonie. Qu'est-ce qui fonde un tel jugement ?

Ce qui m'a intrigué, en effet, ce ne sont pas les phénomènes de cour, les intrigues, les trahisons qui sont vieux comme la politique, c'est le dérèglement des rituels, l'obsolescence des images, bref la crise de représentation que traversent les institutions de la V^e République. Ce que j'appelle les cinq plateaux du discrédit. François Hollande a perdu successivement la bataille des mots en adoptant un lexique néolibéral, il s'est laissé imposer le récit des médias (impuissance, mensonge, attermoisement, et, pour finir, mépris pour les pauvres) ; il a subi la trahison des images (le scooter, le casque intégral) ; **il a souffert inutilement le démenti** des chiffres, et finalement perdu la bataille des valeurs (Cahuzac, Morelle, Trierweiler).

Pour le dire vite, toute la pyramide du pouvoir est en train de se désagréger sous nos yeux.

L'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral entre législatives et présidentielle, loin d'empêcher la cohabitation ont instauré de fait une cohabitation permanente entre le président et son Premier ministre. Le processus de la primaire mis en place par les socialistes a démultiplié la figure présidentielle, un peu à la façon des agents Smith dans le film *Matrix* : à peine élu, le président doit composer avec le quarteron de Smith qui aurait pu être à sa place. En avril 2014, le président de la République se voit imposer son Premier ministre au cours d'un coup de force. En août, ce même Premier ministre provoque un nouveau remaniement pour se débarrasser de ses alliés de circonstance devenus encombrants...

N'est-ce pas là passer un peu vite sur vingt ans de délégitimation du pouvoir politique ?

La crise de souveraineté affecte tous les Etats. Elle est aggravée en Europe par la construction européenne qui a, de manière concertée, organisé des abandons massifs de souveraineté (la monnaie et le contrôle des frontières). Mais nulle part, elle n'est ressentie de manière aussi aiguë qu'en France où le chef de l'Etat, à qui sont dévolus tous les pouvoirs constitutionnels, apparaît désormais comme un homme sous influence, soumis aux marchés et aux agences de notation et qui doit négocier ses marges de manœuvre avec la Commission de Bruxelles ou la chancellerie à Berlin.

La politique se serait réduite peu à peu à un «marketing narratif» ?

C'est la longue dérive du storytelling qui mène d'Euro Disney à la rue du Cirque et de l'adultère de «Cecilia Karenine» aux «liaisons dangereuses» de Valérie Trierweiler. Ce phénomène a été amplifié par l'apparition des chaînes d'information en continu, Internet et les réseaux sociaux qui ont eu pour effet de surexposer la vie privée des hommes politiques. Paradoxe : plus les tenants du pouvoir sont médiatisés, plus leur impuissance est devenue visible.

Quand la croyance dans la puissance du chef de l'Etat s'est-elle affaïssée ?

Longtemps, le storytelling a pu réussir à masquer la perte de crédit des gouvernants (Bush, Blair, Berlusconi...). Tout bascule avec la crise de 2008. Même un grand narrateur comme Barack Obama ne réussit plus à crédibiliser la parole et l'action politique. En France, Nicolas Sarkozy, qui s'était fait élire en 2007 sur un programme néolibéral, est obligé, un an plus tard, d'adopter à Toulon un discours volontariste, presque colbertiste qui restera sans effet concret. C'est ce retournement beaucoup plus que ses écarts de conduite qui a contribué à décrédibiliser son discours. Pour François Hollande, c'est la même chose avec le discours du Bourget et la guerre déclarée à la finance. En théorie du récit, on appelle ça un narrateur peu fiable.

En se présentant comme un président normal, François Hollande n'a-t-il pas tenté d'y remédier ?

Sans doute et son intuition semblait bonne. L'idée de revenir à un fonctionnement traditionnel des institutions, avec un président économe de sa parole publique, pondéré dans ses décisions, ouvert au dialogue social, pouvait séduire. Pourquoi ça n'a pas marché ? Simplement parce que les institutions sont en crise, le régime présidentiel est à l'agonie. Comment exercer *normalement* un mandat qui a perdu son lustre, son crédit et sa puissance d'agir ? Ce n'est plus le lever du roi qui intéresse ses sujets, c'est sa mise à nu ; l'incarnation a viré à l'exhibition, l'adulation à la dévoration, le prestige au déshonneur.

En quoi la présidence Hollande que vous qualifiez de «présidence de bas régime» menace-t-elle la V^e République?

C'est presque l'inverse. Nous vivons dans un régime politique nécrosé qui ne satisfait plus à un minimum de critères démocratiques. Isolé au sommet de l'Etat, privé des leviers de la souveraineté,

François Hollande s'est cantonné à un rôle de comptable. Il incarne une réduction techniciste de la fonction présidentielle inscrite dans la perte de la souveraineté nationale. François Hollande n'exerce même pas un pouvoir tribunicien. Il assure maladroitement ses fonctions de représentation. C'est peut-être la raison ironique du choix de François Hollande par les Français. Il incarne la figure de l'insouverain sans état d'âme presque avec abnégation...

En quoi un changement de cadre institutionnel pourrait-il modifier la donne ?

La Constitution de la V^e République pèse comme un plafond de verre sur notre vie démocratique. On ne brisera pas ce plafond par des ajustements, des aménagements mineurs comme l'interdiction du cumul des mandats. Le corset de la V^e République entrave la société, ne satisfait même plus aux idéaux types de la société néolibérale (projet, partage, performance, flexibilité) et moins encore à une société plus égalitaire, d'initiatives partagées, de transition énergétique. Ce n'est pas un cadre qu'il faut changer mais nos rapports au corps, au temps et à l'espace public. En finir avec la V^e République, c'est permettre un changement de perception, une révolution du sensible, un nouvel imaginaire. Le droit d'inventer sa vie, les formes qu'elle prend avec d'autres, le pouvoir de se constituer en sujets vivants d'une aventure commune. Non plus seulement la résistance mais la persistance et la relance d'un récit commun, c'est l'œuvre d'une Constituante. Après cinquante-six ans de pétrification sociologique de nos élites, il faut purger le système, faire émerger de nouvelles énergies et de nouvelles compétences. Seules les minorités ont des devenirs. Il faut leur ouvrir la voie, promouvoir une représentation multiculturelle sous peine d'avoir à dialoguer avec Marine Le Pen, qui nous entraîne vers une régression identitaire sans fin.

Dernier ouvrage paru : «les Derniers Jours de la V^e République», Fayard, octobre 2014.

[Nathalie Raulin](#)